

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA FRANCOPHONIE, À TANANARIVE LE 26 NOVEMBRE 2016.[Télécharger le .pdf](#)

Monsieur le président de la République, cher Hery,

Je veux d'abord vous féliciter pour l'organisation de ce Sommet. C'est l'événement le plus important que Madagascar organise depuis l'indépendance.

Je sais ce que ce défi a pu représenter et je veux ici vous dire toute notre satisfaction de voir ce matin qu'il a été parfaitement relevé.

Mesdames, messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement, je me réjouis aussi de votre participation, car notre organisation ne vit que par les pays qui la constituent.

Je salue la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, chère Michaëlle JEAN, qui a donné une nouvelle impulsion à ce que nous sommes.

La francophonie c'est une force. Ensemble nous formons une communauté humaine de plus de 250 millions d'habitants - on nous en promet même 750 millions dans 30 ans.

Notre langue, le français, est la deuxième enseignée dans le monde. Nous défendons des valeurs de liberté, nous portons des ambitions dans tous les domaines économique, culturel, scientifique, environnemental et sur tous les continents car ici, tous les continents sont représentés.

Depuis 2 ans, notre secrétaire générale Michaëlle JEAN prépare et élabore de nouveaux projets au service de tous les francophones et surtout de leur jeunesse, qui doit être la grande priorité de notre organisation. Et également, nous devons lui donner et Macky SALL y est revenu une dimension économique, technologique, forcément liée à la transition énergétique et écologique.

Mais notre organisation, c'est aussi un espace de solidarité. La première des solidarités, c'est quand un de nos pays est dans l'épreuve - et plusieurs d'entre nous ici ont été frappés par le terrorisme. Je pense à la France forcément, mais aussi au Mali, à la Belgique, à la Tunisie, au Tchad, au Burkina-Faso, à la Côte d'Ivoire et à tant d'autres.

Nous sommes des cibles parce que le français est la langue de la raison, de la liberté, de l'émancipation, parce que c'est en français que l'universalité des droits de l'homme et du citoyen a été proclamée et c'est ce que les fanatiques n'acceptent pas et veulent nous combattre parce que nous sommes justement un espace de paix et de liberté.

Ensemble, nous partageons une langue qui est une langue ouverte au monde, comme le dit Daniel MAXIMIN du français : « le sang de tous les continents coule dans ses veines. »

La première priorité donc pour la francophonie, c'est d'abord de défendre la langue et la culture. Le français est notre trait d'union, même si ici certains parlent aussi l'arabe, l'anglais, le wolof, l'arménien, le roumain et tant d'autres langues qui doivent continuer à être préservées, protégées.

Nous revendiquons le droit à la diversité, le refus de l'uniformisation. Nous sommes pour la pluralité des modes d'expression, des opinions, des croyances, des convictions. Et c'est pourquoi nous devons être exemplaires pour exprimer toute la créativité du cinéma, de la littérature, de la poésie, de la chanson en français et nous devons tous y veiller dans nos pays, mais également dans les négociations internationales.

Pour ce qui concerne la France, j'ai voulu que l'apprentissage du français, la connaissance du français, la maîtrise du français soit également renforcée, parce que c'est en maîtrisant la langue que les individus, que les citoyens peuvent accéder à des choix en toute conscience et en toute liberté.

De la même manière, j'ai voulu qu'en France la formation linguistique des étrangers constitue également une priorité. Chaque nouvel arrivant doit avoir l'opportunité de parler le français. Cette ambition, nous devons aussi la porter pour tous les pays de l'espace francophone et je pense notamment aux pays africains.

D'ici à 2020, il manquera près de 180.000 professeurs de français en Afrique. Et dans nombre de pays, la scolarisation a parfois régressé depuis une génération. C'est pourquoi la France a décidé d'offrir une

coopération éducative : 100.000 professeurs pour l'Afrique gérés par l'Institut français.

Entre 2013 et 2015, j'ai également engagé l'Agence française de développement dans le secteur de l'éducation, de la formation avec un niveau de participation de 1 milliard d'euros, ce qui était historique. Je le fais parce que je considère que le français risque de se perdre s'il n'est plus enseigné ou s'il n'est plus véritablement parlé.

Faut-il aussi que dans les négociations internationales, nous puissions veiller à ce que l'exception culturelle soit reconnue, alors même que la révolution numérique bouleverse la création, la diffusion, le partage de valeurs des œuvres. Là aussi, c'est un chantier pour la francophonie, parce que nous devons protéger les droits d'auteurs et nous devons faire en sorte que puisse se diffuser les créations francophones dans tous nos pays.

L'année prochaine, la France lancera le grand tour « Voyages en francophonie », qui proposera dans l'ensemble de l'espace francophone une centaine d'événements : festivals de musique, de chansons, de littérature, de poésies, de théâtre, de cinéma pour que nous puissions ensemble partout partager les mêmes émotions.

Défendre le français, la culture, c'est aussi affirmer des valeurs et la première d'entre elles, c'est la démocratie. La francophonie doit être au côté des peuples qui se battent pour leurs aspirations à des élections libres et transparentes, avec des ordres constitutionnels qui soient respectés. C'est très important que nous puissions être, de ce point de vue, aussi incontestables que possible.

Nous devons faire en sorte que nous puissions soutenir tous les efforts menés par bien des pays ici présents à une meilleure gouvernance, à une plus grande transparence. Et chacun peut se sentir concerné.

La France accueillera du 7 au 9 décembre le 4ème Sommet mondial du partenariat pour un gouvernement ouvert. C'était Barack OBAMA qui avait lancé cette initiative et aujourd'hui, c'est la France qui en a la charge et la responsabilité.

70 pays seront représentés - beaucoup de francophones - et j'invite d'ailleurs ceux qui ne l'ont pas encore décidé de venir à Paris pour cet événement. Ce sera une façon de montrer comment nous pouvons faire vivre la participation des citoyens, leur expression. Et avec l'innovation, le numérique, comment nous pouvons mieux partager les expériences de chacun.

Madame la secrétaire générale, vous êtes très active et vous avez raison pour lutter contre l'extrémisme violent qui menace notre mode de vie. La France soutient la mise en place d'un réseau francophone de lutte contre la radicalisation, pour échanger des informations, partager là encore les pratiques les plus efficaces, proposer de l'assistance technique et mettre en place des programmes partout où ils sont nécessaires.

Nous n'avons pas le droit d'abandonner des jeunes sans repères, de les laisser ainsi vulnérables, atteints par les mensonges de mouvements fondamentalistes. C'est le sens de l'initiative que vous avez lancée le 10 mars dernier « Libres ensemble », pour que les jeunes francophones luttent contre toutes les tentations de repli et que nous puissions aussi promouvoir les thèmes de la liberté et de l'égalité entre les sexes.

Je suis prêt aussi à ce que l'expérience que nous avons acquise, avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse, puisse être généralisée et que nous puissions promouvoir des mobilités et des échanges Nord Sud des jeunes francophones.

Nous avons besoin qu'il y ait ces échanges, qu'il y ait cette connaissance et je soutiens pleinement le programme de volontariat de l'Organisation de la Francophonie. La France est prête à s'y associer de deux manières : en identifiant avec l'Agence française de développement les projets qui sont labellisés par notre organisation et en faisant que les jeunes qui font leur service civique en France et ils sont de plus en plus nombreux, plus de 100.000 puissent le faire également dans les pays francophones.

La francophonie c'est également la solidarité, avec les pays qui sont émergents ou en développement. Je pense notamment aux pays africains - pas seulement - qui peuvent être entravés par le dérèglement climatique. Vous savez le rôle que la France a pu jouer en accueillant la COP 21 à Paris, puis lors du Sommet de Marrakech, à l'occasion de la COP22.

Nous sommes engagés, nous devons être mobilisés parce que l'espace francophone est plus particulièrement concerné. Sur les 50 pays les plus meurtris par le réchauffement, 36 se situent en

Afrique subsaharienne avec toutes les conséquences : désertification, sécheresse, déforestation.

La priorité c'est donc l'accès à l'énergie et à l'électricité et j'ai confirmé, lors du Sommet de Marrakech, que la France dégagerait 2 milliards d'euros pour soutenir tous les projets qui iraient dans cette direction. L'Europe peut également y ajouter ses propres fonds et ses investissements, mais nous devons dans l'espace francophone montrer que des projets existent et qu'ils peuvent trouver leur traduction concrète dans les prochaines années.

J'ajoute aussi un enjeu de solidarité, c'est celui de l'accès de tous aux soins, c'est-à-dire à la santé. Là encore, la francophonie doit montrer l'exemple, nous devons faire en sorte qu'il y ait plus de médecins, de personnels soignants qui puissent être formés. Nous avons multiplié nos réseaux d'experts en santé publique, nous avons abaissé le prix des médicaments. Il est insupportable que des populations parce qu'elles sont pauvres et démunies soient en plus victimes de fléaux sanitaires, et c'est pourquoi la France est si attachée à l'avenir de l'Organisation mondiale de la santé.

Mais l'Afrique n'attend pas uniquement de l'aide, elle veut des investissements et des technologies. D'une manière générale, la francophonie doit être un espace économique. Nous devons faire en sorte qu'il y ait de plus en plus d'étudiants francophones. Nous devons favoriser les déplacements des créateurs d'entreprise. Nous devons faciliter les investissements, nous devons faire que chaque jeune puisse comprendre la francophonie comme un atout supplémentaire pour réussir sa vie. Nous devons multiplier les forums économiques, nous devons faire que la francophonie puisse se conjuguer avec la science, avec la recherche, avec l'innovation, avec la technologie.

C'est un enjeu majeur parce que nous ne sommes pas simplement les héritiers d'un passé linguistique, nous sommes les promoteurs d'une conception du monde. C'est cela le sens de la francophonie, c'est d'être ensemble parce que nous parlons la même langue, parce que nous avons aussi les mêmes objectifs, les mêmes volontés, les mêmes engagements et que nous pouvons même anticiper sur l'évolution du monde.

Ce monde qui est agité aujourd'hui par des menaces que nous connaissons, que nous combattons, ce monde qui est plein d'incertitudes, qui ne sait pas encore où vont aller les grandes décisions qui sont pourtant attendues. Un monde où les tensions restent fortes et où les extrémistes partout veulent ressusciter les peurs et ou utilisent la nostalgie comme pour fermer la porte à l'avenir.

Nous savons que le repli sur soi c'est l'enfermement, car nous sommes dépositaires d'une langue qui est une langue universelle, une « langue monde ». Et nous savons tous qu'une identité ne se protège pas en érigeant des murs. La francophonie c'est une volonté, une volonté d'ouverture, de développement, de culture, de solidarité, la francophonie c'est un choix, la francophonie c'est une chance, la francophonie c'est une promesse qui sera tenue.

Merci.